

TABLE DES MATIERES

	Folio
Mots-clés	V
Table des matières	VII
Table chronologique	XIII
I. DROIT INTERNATIONAL CONVENTIONNEL	
Traité de Londres du 5 mai 1949 - Statut du Conseil de l'Europe, approuvé par la loi du 11 février 1950 (M.B. 11.III.1950)	3
Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, faite à Rome le 4 novembre 1950 et approuvée par la loi du 13 mai 1955 (M.B. 19.VIII.1955, err. M.B. 29.VI.1961)	9
Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Paris le 20 mars 1952 et approuvé par la loi du 13 mai 1955 (M.B. 19.VIII.1955, err. M.B. 29.VI.1961)	19
Protocole n° 4 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, reconnaissant certains droits et libertés autres que ceux figurant déjà dans la Convention et dans le premier Protocole additionnel à la Convention, fait à Strasbourg le 16 septembre 1963 et approuvé par la loi du 24 janvier 1970 (M.B. 3.X.1970)	21
Protocole n° 6 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort, fait à Strasbourg le 28 avril 1983 et approuvé par la loi du 4 décembre 1998 (M.B. 21.X.1999, éd. 1re)	23
Protocole n° 7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg le 22 novembre 1984 et approuvé par la loi du 6 mars 2007 (M.B. 22.VI.2012, éd. 2)	25
Protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, fait à Vilnius le 3 mai 2002 et approuvé par la loi du 13 mai 2003 (M.B. 3.XI.2003)	27
Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg le 2 octobre 2013 et approuvé par la loi du 30 octobre 2022 (M.B. 5.XII.2022)	29
Convention relative au statut des apatrides, faite à New York le 28 septembre 1954 et approuvée par la loi du 12 mai 1960 (M.B. 10.VIII.1960)	31
Convention européenne pour le règlement pacifique des différends, faite à Strasbourg le 29 avril 1957 et approuvée par la loi du 6 mars 1970 (M.B. 28.V.1970)	37
Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 19 décembre 1966 et approuvé par la loi du 15 mai 1981 (M.B. 6.VII.1983)	41
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, fait à New York le 19 décembre 1966 et approuvé par la loi du 15 mai 1981 (M.B. 6.VII.1983)	49
Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté à New York le 10 décembre 2008 et approuvé par la loi du 5 mai 2014 (M.B. 8.VIII.2014)	53
Traité du 7 février 1992 sur l'Union européenne, consolidé conformément au Traité de Lisbonne du 13 décembre 2007 (J.O. C 202, 7.VI.2016) et approuvé par la loi du 26 novembre 1992 (M.B. 30.X.1993)	57
Traité du 25 mars 1957 sur le fonctionnement de l'Union européenne, consolidé conformément au Traité de Lisbonne du 13 décembre 2007 (J.O. C 202, 7.VI.2016, Rect. J.O. C 400, 28.X.2016) et approuvé par la loi du 2 décembre 1957 (M.B. 25.XII.1957)	71
Aperçu des protocoles, annexes et déclarations au Traité du 7 février 1992 sur l'Union européenne et au Traité du 25 mars 1957 sur le fonctionnement de l'Union européenne (J.O. C 202, 7.VI.2016, Rect. J.O. C 400, 28.X.2016)	129
	VII

	Folio
Tableaux de correspondance (J.O. C 202, 7.VI.2016)	133
Charte du 12 décembre 2007 des droits fondamentaux de l'Union européenne (J.O. C 202, 7.VI.2016)	149
Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958, fait à la Haye le 17 juin 2008 (M.B. 22.XII.2011, err. M.B. 20.I.2012, éd. 2)	155
II. DROIT CONSTITUTIONNEL	
1. CONSTITUTION	
Constitution coordonnée le 17 février 1994 (M.B. 17.II.1994, éd. 2)	165
Décret constitutionnel du 18 novembre 1830 - Indépendance du peuple belge (B.O. n° 41), confirmé par Arrêté du Congrès national du 24 février 1831 (B.O. n° 16)	197
Décret constitutionnel du 24 novembre 1830 - Exclusion perpétuelle de la famille d'Orange-Nassau de tout pouvoir en Belgique (B.O. n° 41), confirmé par Arrêté du Congrès national du 24 février 1831 (B.O. n° 16)	199
2. DROIT DE L'AUTORITE FEDERALE	
Décret du 2 octobre 1795 (10 vendémiaire an IV) sur la police intérieure des communes (1, Bull. 188, n° 1142) (<i>Extrait: titre Ier, IV et V</i>)	203
Arrêté du gouvernement provisoire du 4 octobre 1830 - Déclaration d'indépendance de la Belgique (B.O. n° 4)	205
Arrêté du gouvernement provisoire du 16 octobre 1830 - Associations (B.O. n° 11)	207
Arrêté du gouvernement provisoire du 16 octobre 1830 - Liberté de la presse, de la parole et de l'enseignement (B.O. n° 12)	209
Déclaration du Congrès national du 22 novembre 1830 relative à la forme du Gouvernement de la Belgique (B.O. n° 41)	211
Arrêté du gouvernement provisoire du 23 janvier 1831 qui détermine la couleur du pavillon belge (B.O. n° 9)	213
Décret du 19 juillet 1831 qui rétablit le jury (B.O. n° 79) (<i>Extrait: art. 8</i>)	215
Décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative (B.O. n° 76)	217
Décret du 20 juillet 1831 sur la presse (B.O. n° 75)	219
Loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes (M.B. 1.XI.1846)	221
Loi du 12 mars 1858 portant révision du second livre du Code pénal en ce qui concerne les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales (M.B. 14.III.1858)	227
Loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires (M.B. 5.V.1880)	229
Code électoral du 12 avril 1894 (M.B. 19.VIII.1928 – 28.IV.1929) (<i>Extrait: art. 1-9bis, 87, 89bis-89ter, 105-106, 117bis, 126, 142-144, 148-241 et annexes</i>)	231
Loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association (M.B. 28.V.1921)	285
Loi organique du 19 octobre 1921 des élections provinciales (M.B. 24-25.X.1921) (<i>Extrait: art. 2, 3bis, 3novies, et 5</i>)	287

	Folio
Loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives (M.B. 14.VIII.1931)	289
Loi du 19 juillet 1945 tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 93 de la Constitution (M.B. 3.VIII.1945)	291
Loi du 2 mars 1954 tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution (M.B. 19.III.1954)	293
Loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires (M.B. 21.VI.1961)	295
Loi du 23 juin 1961 relative au droit de réponse (M.B. 8.VIII.1961)	297
Lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (M.B. 2.VIII.1966)	301
Loi du 6 août 1967 relative à l'exécution des arrêts et des décisions des Communautés européennes (M.B. 20.IX.1967)	319
Loi du 7 juin 1969 fixant le temps pendant lequel il ne peut être procédé à des perquisitions, visites domiciliaires ou privations de liberté (M.B. 28.VI.1969)	321
Loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle néerlandaise (M.B. 6.VII.1971)	323
Loi spéciale du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle néerlandaise (M.B. 23.VII.1971)	325
Loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes (M.B. 24.VIII.1971) (Extrait: art. 1er, 3 et 4)	327
Arrêté royal du 24 mars 1972 relatif aux Secrétaires d'Etat (M.B. 28.III.1972)	329
Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (M.B. 21.III.1973)	331
Loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (M.B. 16.X.1973)	367
Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (M.B. 15.VIII.1980)	371
Loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles (M.B. 15.VIII.1980)	411
Loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (M.B. 18.I.1984)	419
Loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle (M.B. 7.I.1989)	435
Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises (M.B. 14.I.1989, err. M.B. 16.III.1989)	453
Loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand (M.B. 14.I.1989, err. M.B. 1.III.1989)	475
Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (M.B. 17.I.1989)	495
Loi du 23 janvier 1989 relative à la compétence fiscale visée à l'article 110, §§ 1er et 2 (actuellement l'art. 170, §§ 1er et 2) de la Constitution (M.B. 24.I.1989)	539
Loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles (M.B. 17.VI.1989) (Extrait: art. 32-37)	541
Loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques (M.B. 20.VII.1989)	543

	Folio
Loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone (M.B. 20.VII.1990)	557
Loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (M.B. 20.VII.1993) (<i>Extrait: art. 1-41octies</i>)	585
Loi du 19 mai 1994 (I) réglementant la campagne électorale, concernant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques (M.B. 25.V.1994)	605
Loi du 19 mai 1994 (II) relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen (M.B. 25.V.1994)	613
Loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation prévue à l'article 82 de la Constitution et modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat (M.B. 29.IV.1995)	619
Loi du 11 mai 1995 relative à la mise en œuvre des décisions du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (M.B. 29.VII.1995)	623
Loi du 25 juin 1998 réglant la responsabilité pénale des ministres (M.B. 27.VI.1998)	625
Loi spéciale du 25 juin 1998 réglant la responsabilité pénale des membres des gouvernements de communauté ou de région (M.B. 27.VI.1998)	629
Loi du 5 mai 1999 relative aux effets de la dissolution de la Chambre des représentants à l'égard des projets et propositions de loi dont les chambres législatives sont saisies (M.B. 7.V.1999)	633
Loi du 7 avril 2005 relative à la protection des sources journalistes (M.B. 27.IV.2005)	635
Loi du 27 novembre 2013 concernant les dotations et les indemnités octroyées à des membres de la Famille royale ainsi que la transparence du financement de la monarchie (M.B. 30.XII.2013, éd. 2)	637
Loi du 27 novembre 2013 fixant la Liste civile pour la durée du règne du Roi Philippe (M.B. 30.XII.2013, éd. 2)	639
3. DROIT DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE	
Décret Comm. cult. néerl. du 21 juin 1972 relatif aux conséquences d'un renouvellement du Parlement flamand sur les projets et propositions de décret pendants devant ce Parlement flamand (M.B. 29.VI.1972)	643
Décret Comm. cult. néerl. du 19 juillet 1973 réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs, ainsi qu'en matière d'actes et de documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements (M.B. 6.IX.1973)	645
Décret spécial Comm. fl. du 7 juillet 2006 relatif aux institutions flamandes (M.B. 17.X.2006)	647
4. DROIT DE LA REGION WALLONNE	
Loi provinciale du 30 avril 1836 (M.B. 23.XII.1891)	653
Décret Rég. w. du 16 juin 1982 relatif aux conséquences du renouvellement du Conseil régional wallon sur les projets et propositions de décret pendants devant ce Conseil (M.B. 19.VIII.1982)	661
Décret Rég. w. du 15 septembre 1982 relatif aux enquêtes parlementaires (M.B. 22.I.1983)	663
Décret Rég. w. du 23 décembre 1993 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière de Monuments et Sites (M.B. 12.II.1994)	665
Loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale (M.B. 16.VII.1994)	667

	Folio
Décret Rég. w. du 13 juillet 1995 organisant le remplacement des ministres par leur suppléant parlementaire (M.B. 21.VII.1995)	673
Décret Rég. w. du 6 mai 1999 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles (M.B. 3.VII.1999)	675
Décret Rég. w. du 1er avril 2004 relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications du président du Conseil régional wallon et des membres du Gouvernement wallon (M.B. 15.IV.2004, éd. 2)	679
Décret Rég. w. du 27 mai 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés (M.B. 16.VI.2004, éd. 2)	681
Décret Rég. w. du 27 mars 2014 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière de tourisme (M.B. 10.IV.2014)	683
Décret Rég. w. du 2 mai 2019 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière de logement (M.B. 23.VII.2019)	685
Décret Rég. w. du 6 mai 2019 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière d'énergie (M.B. 23.VII.2019)	687
Décret Rég. w. du 6 mai 2019 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'aménagement du territoire et de certaines matières connexes (M.B. 23.VII.2019)	689
5. DROIT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE	
Décret Comm. cult. fr. du 27 décembre 1974 relatif aux conséquences du renouvellement du Conseil culturel de la Communauté culturelle française sur les projets et propositions de décret pendants devant ce Conseil (M.B. 16.I.1975)	693
Décret Comm. fr. du 12 juin 1981 fixant la procédure d'enquête adopté par le Conseil de la Communauté française (M.B. 9.IX.1981)	695
Décret Comm. fr. du 30 juin 1982 relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements (M.B. 27.VIII.1982)	697
Décret Comm. fr. du 1er juillet 1982 fixant les critères d'appartenance exclusive à la Communauté française des institutions traitant les matières personnalisables dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale (M.B. 27.VIII.1982)	699
Décret spécial Comm. fr. du 5 juillet 1993 (I) relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (M.B. 10.IX.1993)	701
Décret spécial Comm. fr. du 19 juillet 1993 (II) attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (M.B. 10.IX.1993)	703
Décret Comm. fr. du 24 juillet 1995 organisant le remplacement des ministres au sein du Conseil de la Communauté française (M.B. 29.VII.1995)	707
Décret spécial Comm. fr. du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (M.B. 25.VI.2014)	709
6. DROIT DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE	
Ordonnance C. c. c. du 16 juin 2017 relative aux enquêtes parlementaires de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (M.B. 21.VI.2017)	717

	Folio
7. ACCORDS DE COOPERATION	
Accord de coopération du 8 mars 1994 (I) entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions, relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil de Ministres de l'Union européenne (M.B. 17.XI.1994)	721
Accord de coopération du 8 mars 1994 (II) entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions, relatif aux modalités de conclusion des Traités mixtes (M.B. 17.XII.1996)	727
Accord-cadre de coopération du 30 juin 1994 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions portant sur la représentation du Royaume de Belgique auprès des organisations internationales poursuivant des activités relevant de compétences mixtes (M.B. 19.XI.1994)	731
Accord de coopération du 11 juillet 1994 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions concernant les modalités suivant lesquelles des actions sont intentées devant une juridiction internationale ou supranationale suite à un différend mixte (M.B. 1.XII.1994)	733
Accord de coopération du 18 mai 1995 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif au statut des représentants des Communautés et des Régions dans les postes diplomatiques et consulaires (M.B. 16.X.2014, err. 21.X.2014)	735